

Ministère de la transition écologique et solidaire français
Rapport du commissariat général au développement durable

**Action citoyenne, accélératrice de transitions vers des
modes de vie plus durables**

Avril 2019

SOMMAIRE :

Introduction (p3)

**Partie 1 : Caractéristiques et état des lieux des initiatives citoyennes :
une transition sociétale en actions (p3-6)**

I-Initiatives citoyennes : des habitants moteurs au cœur de l'action

- A)Le besoin d'agir à son échelle
- B)Les raisons de l'émergence des initiatives citoyennes

II- Les initiatives citoyennes : des individus engagés ; un processus d'empowerment en
plusieurs étapes :

- A)Du citoyens « consommateurs » au citoyens « faiseurs »
- B) Le pouvoir d'agir, un processus :
- C) L'action collective, l'ancrage territorial et la mutualisation comme points communs :
- D) Initiative citoyennes de transition- périmètre l'intervention : une renaissance de l'action collective autour de nouveaux « communs » ?

**Partie 2 : Les initiatives citoyennes : laboratoire d'un nouveau modèle
de société plus durable et plus inclusive ?(p6-9)**

I-Un terrain d'expérimentation protéiforme de solutions innovantes, inventives et diversifiées

- A) Modernisation, adaptation, innovation : transversalité des objectifs et diversité d'action :
- B) Des formes juridiques et des statuts évolutifs et variés : de nouveaux modèles à inventer pour plus de souplesse et de sécurité :
- C) Des financements plus participatifs et plus diversifiés pour plus d'autonomie :
- D) Les initiatives citoyennes, porteuses d'une solution globale ?

II-Mise en réseau et convergence des actions citoyennes porteuses d'alternatives : un changement d'échelle en mouvement ?

Partie 3: Initiatives citoyennes “perturbatrices institutionnelles” ou accélératrices d’innovation publique ?(p10-12)

I- Initiatives citoyennes et pouvoirs publics: un partenariat qui reste à inventer

- A) Les difficultés exprimées par les porteurs d’initiatives:
- B) Accompagner le changement d'échelle des initiatives
- C) Des initiatives qui s'installent progressivement dans le paysage institutionnel

II- Des partenariats qui s'inventent :

Partie 4 : Recommandations et propositions pour soutenir le développement des initiatives citoyennes (p12-15)

I-Des besoins différents à chaque étape de l'initiative citoyenne

- A) Permettre l'expression de la créativité et du pouvoir d'agir citoyen
- B) Accompagner la structuration et la pérennité des initiatives citoyennes ; faciliter leur mise en réseau, leur valorisation et leur diffusion
- C) Favoriser l'essaimage sans modéliser ni reproduire

II-Perspectives pour la suite de l'étude, que peuvent faire les institutions ?

Conclusion(p15-16)

Introduction :

A partir d'un panorama des initiatives citoyennes de transition qui se développent de façon accélérée en France depuis quelques années, l'objet est d'interroger **les origines et facteurs d'émergence de ces initiatives**, leurs grandes caractéristiques, leur parcours, mais aussi les facteurs de réussite, **les besoins et difficultés rencontrés par les porteurs de projets citoyens, et les relations entretenues (ou non) avec les acteurs publics**. L'étude ambitionne de proposer des pistes de réflexion pour la recherche et l'évolution de l'action publique.

La méthode de travail :

- un travail bibliographique et de veille sur les études, rapports et projets de recherche récents
- Un recensement des bases de données et plateformes en ligne recensant et capitalisant les initiatives citoyennes;
- L'analyse d'une quinzaine d'initiatives sélectionnées pour leur hétérogénéité (statuts, thèmes d'intervention, lieux, ancienneté...) pour dresser un premier panorama
- Des entretiens d'approfondissement avec des chercheurs et personnes ressources
- La tenue d'ateliers participatifs pour déterminer, avec les porteurs d'initiatives citoyennes, les enjeux, besoins et difficultés rencontrés et des pistes d'action

Le projet a été mené de février 2016 à juin 2018 avait pour but de s'ancrer au plus près des problématique quotidiennes des initiatives citoyennes

Partie 1 : Caractéristiques et état des lieux des initiatives citoyennes : une transition sociétale en actions

I- Initiatives citoyennes : des habitants moteurs au cœur de l'action

A) Le besoin d'agir à son échelle

Les initiatives citoyennes **sont des démarches ascendantes portées par des individus en dehors de l'action institutionnelle et des politiques publiques.**

Dans cette étude, on s'intéresse aux initiatives qui :

- Témoignent d'une évolution des modes de vie vers plus de durabilité (agriculture urbaine, habitat participatif, monnaies locales...).
- Portent une visée transformatrice de la société (lien avec les transitions écologique, énergétique, et solidaire).
- Sont plutôt en construction d'une alternative qu'en opposition à un projet institutionnel.
- Permettent aux citoyens de faire, d'agir directement.

Pour Akim Oural les initiatives citoyennes s'inscrivent dans une envie d'innovation territoriale, qu'il définit comme *« une réponse nouvelle à une problématique et/ou un besoin identifiés collectivement dans un territoire, en vue d'apporter une amélioration du bien-être et un développement local durable », « l'innovation pour et par le territoire »*

B) Les raisons de l'émergence des initiatives citoyennes

1er facteur : contexte de crise institutions → développement de l'auto-organisation des citoyens.

Une volonté de répondre à des enjeux qui semblent non pris en compte par les institutions ou une reprise en main des habitants de politiques publiques jugées inefficaces ou non durables.

2ème facteur : la déception du politique, l'envie de faire (re)vivre la démocratie.

Pour le chercheur Clément Mabi les initiatives citoyennes se développent dans un contexte de quintuple crise de notre système politique :

*« crise de la participation symbolisée par la montée de l'abstention; [crise] de la représentation rendue visible par la montée des extrêmes; [crise] de la légitimité des mandataires qui se voient constamment remise en cause; [crise] des institutions devenues illisibles et [crise] du résultat, dans la mesure où **les citoyens considéreraient de moins***

en moins la politique comme un levier de transformation de nos sociétés»

II- Les initiatives citoyennes : des individus engagés ; un processus d'empowerment en plusieurs étapes :

Répondre à un besoin ou à un manque de la société «en faisant», c'est ce qui semble constituer le moteur des initiatives citoyennes. Mais au-delà de l'action même, l'initiative citoyenne apporte aussi **au citoyen en tant qu'individu.**

Porteuses de sens et de transformation positive, les initiatives citoyennes sont portées par **des individus très impliqués** (militants, bénévoles, éducateurs, animateurs ...) qui cherchent **un nouveau sens à leur action et souhaitent contribuer personnellement, par leur implication, à un projet collectif de transformation. Fort engagement personnel voire intime de chacun** «*Sois le changement que tu veux voir dans le monde*» est l'un des principes de Gandhi le plus cité et appliqué par les porteurs d'initiatives citoyennes.

A) Du citoyens «consommateurs » au citoyens « faiseurs »

Phénomène possible dans les société avec un niveau d'instruction élevé et des moyens de communications rapides.

Passage de l'Etat providence à « l'âge du faire citoyen ».

B) Le pouvoir d'agir, un processus :

Les initiatives citoyennes font écho à **une expérience vécue par les individus** → le résultat de l'initiative n'est alors que **la partie visible d'un processus d'émancipation des individus, de questionnement individuel et de dynamique collective.**

Deux étapes dans l'engagement citoyen:

- Les déclics ou les ruptures de vie qui amorcent l'engagement
- L'intégration d'un groupe (qui permet d'agir)

C) L'action collective, l'ancrage territorial et la mutualisation comme points communs :

Ancrées au territoire (quartier, hameau, village ...), les initiatives citoyennes mobilisent **l'expertise d'usage des habitants, et répondent ainsi à des enjeux qui sont bien**

identifiés par les personnes qui s'intéressent à la vie de leur quartier ou territoire: enjeux d'animation, de développement du lien social, de promotion de la capacité des habitants à s'impliquer. Elles revendiquent une vision positive de la participation des habitants et défendent l'intérêt du renforcement du pouvoir d'agir citoyen.

Ces initiatives réhabilitent **l'habitant en tant qu'acteur**, il n'est plus considéré comme un simple usager, bénéficiaire ou client-consommateur d'un bien ou d'un service mais comme **co-créateur** de celui-ci.

D) Initiative citoyennes de transition- périmètre l'intervention : une renaissance de l'action collective autour de nouveaux « communs » ?

Les initiatives citoyennes contribuent à **améliorer la vie quotidienne et le bien être individuel et collectif des habitants** en répondant à des besoins sociaux non ou mal satisfaits. Leur point commun est la **place centrale donnée aux habitants**, acteurs et créateurs de l'initiative et **leur capacité à re-définir, inventer et promouvoir de nouveaux «biens communs»**. Portées par des individus ou des collectifs, les initiatives citoyennes démarrent souvent aux limites des interventions de la puissance publique ou de l'économie de marché: **elles sont à la frontière entre services publics et services marchands et s'inscrivent majoritairement dans la promotion d'autres modes de développement plus solidaires et durables.**

On peut alors dire que les initiatives citoyennes promeuvent l'émergence d'un **nouveau modèle de société basé sur la défense des «biens communs»**

Partie 2 : Les initiatives citoyennes : laboratoire d'un nouveau modèle de société plus durable et plus inclusive ?

I- Un terrain d'expérimentation protéiforme de solutions innovantes, inventives et diversifiées

A)Modernisation, adaptation, innovation : transversalité des objectifs et diversité d'action :

Les initiatives citoyennes proposent souvent de **réinventer des services existants** en les transformant ou les adaptant et constituent ainsi des alternatives en proposant **une offre**

«**sur mesure**» qui répond à une problématique particulière peu ou mal traitée. Elles peuvent parfois **être en avance sur les institutions ou le marché en proposant des innovations sociales ou territoriales** et en explorant de **nouvelles voies** conciliant logique **sociale et protection de l'environnement**.

Toutes montrent que l'on peut **faire autrement, plus efficacement et souvent à moindre coût**.

Diversité d'objectifs :

- **Créer du lien social**, agir directement sur l'espace public ex : jardins partagés, Rues du Développement Durable...
- **Habiter autrement**, agir sur le marché de l'immobilier pour plus de partage et de solidarité: habitat coopératif, hébergement partagé, modulable...
- **Consommer autrement**, développer des échanges plus solidaires, plus écoresponsables, plus éthiques, proposer un système alternatif en parallèle ex :SEL, monnaies locales, ressourceries

B) Des formes juridiques et des statuts évolutifs et variés : de nouveaux modèles à inventer pour plus de souplesse et de sécurité :

Les porteurs d'initiative citoyenne revêtent un profil varié: salarié, demandeur d'emploi, bénéficiaire de minima sociaux, etc. **Ce ne sont plus les mêmes personnes «habituées de la participation», connues de l'institution** et cela déstabilise celle-ci qui **peine parfois à les reconnaître comme légitimes ou représentatives des «vrais citoyens»**.

Pour Akim Oural les profils atypiques « *suscitent davantage la défiance des financeurs* ».

Basées sur une **organisation sociocratique ou horizontale**, les initiatives citoyennes cherchent à contourner des cadres trop contraignants et **à inventer des formats nouveaux**.

C) Des financements plus participatifs et plus diversifiés pour plus d'autonomie :

Recherchant un modèle autonome, **les initiatives représentent un modèle hybride**, ni privé ni public, et **souffrent d'une certaine fragilité structurelle**.

De nouveaux modèles juridiques et économiques d'organisation et de fonctionnement qui «protègent et sécurisent le porteur d'initiative», parfois en situation de grande précarité, **restent à inventer**.

D) Les initiatives citoyennes, porteuses d'une solution globale ?

Protéiformes, innovantes et hybrides, les initiatives «portent des promesses:

- **D'innovation:** elles peuvent enrichir l'action publique ex :covoiturage, fablab...
- **De solidarité:** elles participent à la **construction ou reconstruction du lien social**, là où celui-ci est atteint de multiples manières ex : précarité
- **De citoyenneté:** en agissant ensemble, les citoyens deviennent davantage **acteurs politiques (apprentissage, conscientisation)**.
- **D'économie:** conduite de l'action publique des propositions, idées, savoirs **émanant des habitants/usagers, dans une logique "bottom up"**, on peut éviter du gaspillage, des erreurs, dans la conduite des projets, l'implantation d'équipements ou la conception de services.

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé **Agenda 2030**, qui se décline en **17 Objectifs de Développement Durable**. Ces Objectifs étant «une responsabilité partagée par l'ensemble des acteurs et des citoyens des pays signataires», ils **nécessitent la mobilisation de tous les acteurs**.



Les initiatives citoyennes peuvent répondre aux défis de l'Agenda 2030 car elles proposent **une approche systémique** de ces problèmes et **une contribution transversale pour les résoudre.**

L'enjeu ne consiste-t-il pas à **démontrer et accroître la capacité des porteurs d'initiative citoyenne à répondre à cet Agenda 2030**, en favorisant notamment le décloisonnement entre acteurs et la formalisation de stratégies d'impact collectif, afin **de réussir ensemble la transition écologique et solidaire?**

II- Mise en réseau et convergence des actions citoyennes porteuses d'alternatives : un changement d'échelle en mouvement ?

Développement de **différents mouvements** pour **faire converger les initiatives, les rendre visibles et montrer leur portée aux yeux du public.**

Ces mutualisation et valorisation des alternatives citoyennes s'organisent sous plusieurs formes :

- **La création de sites internet** : ex : Efficnews/ Reporters d'espoirs/ vote énergie pour la France/ Les mouvements des colibris : On passe à l'acte/ Bretagne créative

le BUT : Donner des exemples, des informations qui donnent envie d'agir. Faire des cartographies qui regroupent des données utiles pour tous. Partager des outils, des savoirs faire utiles pour les porteurs d'initiative. Fédérer les initiatives et capitaliser les expériences.

Depuis 2016 une soixantaine de partenaires travaillent pour la création d'une plateforme de mutualisation : **nommée le Carrefour de l'innovation sociale**. L'ambition est de fédérer l'ensemble de l'écosystème des acteurs et faire de la veille sur les innovations, en s'appuyant sur 150 organisations nationales et 80 structures locales. La future plateforme prendra la forme d'un moteur de recherche permettant de découvrir le contenu des actions locales des différents sites partenaires. **L'objectif est de mettre en lien les différents acteurs, notamment les financeurs, mais surtout de faire remonter l'expérience des différents acteurs de terrain.**

- **Des lieux de rencontres** : ex : fêtes des possibles, AlterTour, Alter village d'ATTAC

Partie 3: Initiatives citoyennes “perturbatrices institutionnelles” ou accélératrices d’innovation publique ?

Le rapport entre initiatives citoyennes et institutions est variable et évolutif. D'abord perçues de manière négative par les institutions qui peinent à les reconnaître comme “représentatives” de l'intérêt général et les jugent comme des utopies portées par des citoyens alternatifs profanes, ou des militants altermondialistes, les initiatives citoyennes tendent à s'imposer et à être reconnues par les pouvoirs publics, car porteuses de solutions d'avenir, d'énergie et d'inventivité dans un contexte de crises multiples face auxquelles les institutions se trouvent désarmées

I- Initiatives citoyennes et pouvoirs publics: un partenariat qui reste à inventer

A) Les difficultés exprimées par les porteurs d'initiatives:

- **Manque de lisibilité** des institutions (attentes/ fonctionnement). Manque de **transparence** dans l'attribution des subventions. Nécessité de parler le langage des collectivités.
- **Peur** d'une instrumentalisation/ récupération des projets
- **Complexité des procédures**/ dossiers de financement -> demande beaucoup de temps + forte technicité. **Lourdeur bureaucratique** Ne correspond pas au caractère souple et évolutif des projets.
Les initiatives **manque d'ingénierie administrative et de temps** -> plus important de faire des actions que des dossiers administratifs (même si moins de soutien financier).

-Le **fonctionnement en silos** des pouvoirs publics (faire rentrer dans des cases) ne correspond pas à la philosophie de la majorité des projets

«Alors que ce caractère protéiforme des projets résilients les rend potentiellement éligibles à de nombreux crédits, il entraîne souvent une complexification de leur démarche de recherche de financements»

- Sentiment de **déconnexion avec l'Etat** -> trop lointain/ inaccessible aux citoyens/ pas apte à aider l'intérêt général, trop orienté vers l'intérêt privé.

- Impression d'un **contrôle renforcé de l'Etat** et en même temps pas plus d'aide proposées -> sentiment d'injustice d'un traitement "deux poids deux mesures" « *dans nos AMAP, ou nos projets de jardins partagés, on nous demande notre empreinte carbone, nos résultats en matière d'insertion sociale, de protection de l'environnement, l'origine de nos graines, la qualité du sol... alors qu'on nous finance très peu. »*

B) Accompagner le changement d'échelle des initiatives

La sphère publique n'est pas organisée pour faciliter les changement d'échelle des initiatives car **différentes segmentation de l'action publique** :

- En fonction des thématiques d'intervention
- En fonction du territoire
- Séparation Etat/ collectivités

=> peu de dialogue entre les différents services de l'action publique rend l'intégration des initiatives difficile car les projets sont pluriels et répondent à différentes thématiques.

Akim Oural → important de **l'évolution d'une horizontalité des relations institutions/initiatives**

«la puissance publique n'étant pas ou n'étant plus la seule détentrice de l'intérêt général, elle doit évoluer vers un rôle d'accompagnateur et de tiers de confiance qui «collabore horizontalement » avec l'ensemble des acteurs territoriaux»

Importance **dialogue/ rencontre** entre porteurs d'initiatives / institutions + Essor d'une **relation de confiance/** bienveillance/ respect réciproque → relations « gagnants/ gagnants »

Ouverture de l'action publique = nécessaire. Les institutions ne sont plus les seules garantes de l'intérêt général/équité sociale et territoriale.

Les initiatives → **nouvelles forme des services d'intérêt général** → améliorer la vie quotidienne et le bien être individuel et collectifs des habitants.

Émergence d'un **nouveau modèle de société** → la défense des « biens communs »/ répondre à des besoins peu ou mal satisfaits dans le respect de la personne et de la nature.

Face aux **urgences climatiques, écologiques et sociales, une gouvernance plus partagée, plus ouverte et plus collaborative de l'action publique** et de l'innovation est nécessaire → fédérer action publique, action privée et action citoyenne au service des transitions écologique et solidaire.

C) Des initiatives qui s'installent progressivement dans le paysage institutionnel

Initiatives souvent perçues comme « **dérangeantes** » car porteuses d'une « autre façon de

faire » → nouvelles pratiques/projets différents/mobilisation d'un collectif engagé/ questionnement sur les valeurs/ nouvel équilibre dans les décisions → gouvernance partagée.

M.Mechmache et M-H Bacqué → **rapport initiatives citoyennes/ institutions questionnent le fonctionnement démocratique** => développement de l'autonomie de société civile/ de contre-pouvoirs → espaces critiques, créatifs/ droit à l'interpellation.

Pour Catherine Foret les initiatives citoyennes vont s'ancrer durablement et prendre de plus en plus de place dans l'action publique locale car : revendication du citoyen d'un pouvoir d'agir → empowerment. Autorité verticale = moins acceptée.

II- Des partenariats qui s'inventent :

Etat/collectivités/ initiatives commencent parfois à travailler ensemble.

- **Appel à projets** de l'Etat et des villes ex : Rennes qui a noué un partenariat avec les Incroyables Comestibles pour la politique d'autonomie alimentaire
- **Culture d'un écosystème local** → démarche participative pour co-produire co-réaliser ensemble la transition écologique et solidaire. Ex : nombreuses villes en Gironde comme Grande-Synthe, Saillans... Mise en place de « labos mobiles » / distribution de trophées « agenda 21 »/ diffusion d'un documentaire « ici et maintenant, la Gironde » → valorisation des alternatives sociales et écologiques du territoire.

Importance de l'**apprentissage du faire ensemble** → nouvelle ingénierie du travail collectif/ facilitation/ intelligence collective. **Coopération** = essentiel pour faire ensemble les transitions.

Partie 4 : Recommandations et propositions pour soutenir le développement des initiatives citoyennes

I-Des besoins différents à chaque étape de l'initiative citoyenne

Importance d'un soutien dans l'ensemble du processus : émergence/ mise en œuvre/ développement/ pérennisation/ essaimage de l'initiative.

=> **dispositif unique**, imaginé dans une logique d'accompagnement continu et évolutif adapté aux différentes phases + contexte territorial + écosystème des acteurs locaux existants.

Favoriser les initiatives citoyennes → important que les habitants aient envie de s'impliquer + y prennent du plaisir.

« Déclics cognitifs » qui donnent envie de s'engager → relations sociales/ convivialité/ utilisation sociale/ favoriser un « mieux être local ».

Idée empowerment → émancipation individuelle/collective. Développement du pouvoir d'agir → réflexivité sur la place qu'on occupe dans la société + sur la manière dont on peut transformer le monde à son échelle de manière collective.

Pour MH Bacqué et M Mehmache il faut **une politique d'empowerment à la française** «une intensification des politiques publiques mais de **politiques publiques co-élaborées** et qui s'appuient sur les initiatives citoyennes »

les Habitants ne sont plus simple usagers des politiques publiques.

L'action publique doit soutenir les dynamiques locales qui visent à renouveler les pratiques de citoyenneté et de participation en s'appuyant sur :

- diffusion d'une culture de la participation → démocratisation
- **plus de bottom up**
- La **dimension collective** et le croisement de la **diversité des points de vue** → aborder la complexité et la globalité des problèmes avec autrui. Confrontation des opinions et logiques d'actions.

A) Permettre l'expression de la créativité et du pouvoir d'agir citoyen

Encourager **l'autonomie de la société civile**

→ reconnaissance du droit à l'expérimentation (voire droit à l'erreur)

Importance de soutenir / valoriser la possibilité pour chacun d'agir et de tenter l'expérience du « **citoyen faiseur** »

Besoin d'un **changement de posture des institutions** :

- Plus de disponibilité + lisibilité
- Plus de souplesse (pas de dispositifs/carcans trop administratifs)
- **Encourager « l'essai-erreur »** → soutenir **des processus sur le long terme plutôt que des actions** concrètes et planifiées en avance

«Cela suppose de parier sur des potentiels plutôt que de soutenir des projets ficelés, d'accepter une part d'aléatoire, de financer des actions mais aussi des processus de travail, de réserver des crédits pour une bourse de compétences mobilisable en tant que de besoin»

B) Accompagner la structuration et la pérennité des initiatives citoyennes ; faciliter leur mise en réseau, leur valorisation et leur diffusion

Structuration = moment très important → **beaucoup de questions se posent** : comment valoriser le temps bénévole + développer la reconnaissance de l'engagement citoyen au service du bien commun ? Comment faire face à la baisse des fonds publics ? Quel statut est le plus adapté à l'initiative ?

Plusieurs porteurs de projets rencontrés évoquent de **nombreuses difficultés** dans ces phases d'émergence et de structuration: sentiment de solitude, manque de soutien, illisibilité des aides au démarrage et des structures d'appui, parcours du combattant de la recherche des statuts et financements, **découragement, voire abandon du projet...**

Des mouvements associatifs/citoyens se structurent pour s'entre-aider ; mise en place de formations, accompagnement personnalisé, parrainage....
-> Important que l'Etat + collectivités territoriales jouent un rôle de soutien/ d'accompagnement. Aider les porteurs de projet tout en respectant leur autonomie.

C) Favoriser l'essaimage sans modéliser ni reproduire

La DIT (Direction Interministérielle de la Transformation) => accompagne la diffusion d'une culture de **l'innovation publique**.

Exemple : rapport « ensemble accélérons »/ pilotage de programmes et d'expérimentations (ateliers citoyens/ laboratoires d'innovation territoriale → nouvelles méthodes de travail en Etat et Collectivités Territoriales)

DIT → but => essaimage. Formulation de différentes propositions pour « *construire une ingénierie publique d'essaimage* »

exemple :

- Création de **nouvelles subventions publiques**
- Structure d'un réseau d'agents publics « **parrains** » des innovations et de leur essaimage
- Création du statut « **d'innovateur public** »
- Renforcer les **espaces/temps de rencontre** entre les innovateurs et agents publics et de **diffusion d'initiatives**

Problème → essaimage fait peur pour les porteurs d'initiatives

Est-il possible de reproduire la magie qui opère à l'échelle locale ?
Comment grandir sans abîmer ce qui a été fait jusqu'à présent ?

«La volonté de changer d'échelle peut aussi ne pas venir directement de l'innovateur ou du porteur de projet mais d'une certaine pression exercée par l'écosystème des collectivités locales, financeurs et autres partenaires. Le risque est alors d'amener certaines innovations sociales à grandir trop tôt et trop rapidement, les mettant ainsi en péril.»

Peur d'une implantation identique/ verticale /inadaptation au contexte et aux besoins locaux / mise en concurrence avec les initiatives locales existantes.

Sentiment de dépossession, voire de dénaturation intégrale du projet.

Les porteurs rencontrés sont extrêmement prudents sur ce passage à l'échelle et la plupart préfèrent «**rester petits et à notre échelle**».

=> Important que essaimage ne soit pas « reproduire/dupliquer » mais observation d'un modèle original → source d'inspiration pour construire son propre modèle adapté aux dynamismes locaux.

II- Perspectives pour la suite de l'étude, que peuvent faire les institutions ?

- **Mieux faire connaître et valoriser les initiatives citoyennes :**
Poursuivre le repérage/l'analyse/ la mise en lien des initiatives + **accompagner leur reconnaissance**
Démystifier les initiatives et améliorer la rencontre/ le rapprochement entre initiatives + institutions
Partager les expériences innovantes (ex : courtes vidéos/ carte interactive) pour mettre en valeur ce qui existe déjà et donner des modèles
- **Faciliter le partage d'expériences et la fertilisation croisée territoires-initiatives :**
Organiser des rencontres entre porteurs d'initiatives citoyennes + chercheurs+ institutions → **créer des espaces de dialogue**
Au sein de l'Etat, créer un réseau d'ambassadeurs et facilitateurs d'initiatives citoyennes
Organiser des temps de **production collective** (ex : hackathon/ workshop) pour émettre des **propositions concrètes sur une problématique ou une politique publique à l'échelle nationale/ régionale**
Favoriser la rencontre de porteurs d'initiatives de villes différentes

Conclusion :

Les initiatives sont caractérisées par leur agilité et leur fragilité. Elles font face à de **nombreux enjeux tout au long de leur processus de création**: émergence de l'envie d'agir, structuration et organisation, développement, essaimage...

Importance du rôle des institutions face aux initiatives pendant leur émergence. Les institutions font face à de nombreux défis pour **accompagner les initiatives tout en respectant leur fonctionnement** (accompagner sans institutionnaliser, faire confiance sans sous-traiter, laisser expérimenter sans créer d'inégalités).

Les institutions doivent **changer de regard face aux initiatives**, elles doivent les voir comme des partenaires privilégiés l'échelle locale. Les institutions doivent **changer leur posture et agir pour améliorer la rencontre/ la fertilisation croisée/ l'expérimentation** de nouveaux modes de faire ensemble.

Les initiatives citoyennes sont des atouts pour le monde de demain et ne peuvent être ignorées par l'action publique. Inversement les initiatives ont besoin d'une action publique de transition forte, cohérente, dotée de moyens.

Les initiatives expérimentent de nouvelles manières de faire ensemble/ de nouvelles façons de s'organiser (action collective/ empowerment...) → ces nouvelles méthodes peuvent **servir de modèle pour les institutions et contribuer à un renouveau démocratique de l'action publique.**

Face aux urgences écologiques et climatiques → favoriser **la coordination/ la fécondation réciproque/ l'hybridation** de l'action publique et des initiatives citoyennes permet de d'accélérer la **co-construction d'un nouveau système des normes et de valeurs plus partagées/ adaptées/ soutenables.**

L'enjeu est de co-créeer et co-expérimenter de nouveaux modes de faire ensemble pour de nouveaux modes de vie plus durables et socialement acceptables